



Le 28 et après : gardons la rue et amplifions les grèves, allons chercher la victoire !



Après une semaine de rassemblements et de manifestations spontanés tous les soirs, la mobilisation du jeudi 23 mars a été l'une des plus grosses journées du mouvement contre la réforme des retraites et celle d'hier également. Une des plus électriques aussi : irruption des jeunes dans des cortèges qui chantent pour la grève générale, foyers de mobilisation qui s'agrègent et se renforcent entre eux... La colère a déferlé dans la rue contre une réforme haïe, mais aussi contre un gouvernement au service des ultra-riches, contre sa politique qui est la même que tous ceux qui l'ont précédé, contre le pouvoir de toute une classe d'exploiteurs. Une colère collective qui s'est un peu étonnée d'elle-même, comme si tout ne faisait que commencer, enfin. Une colère collective qui est désormais une force : oui, on peut les battre ! Oui, tout peut changer !

27 Mars 2023, Gustave Roussy

Panique dans les palais

Ce qui gonfle nos cœurs fait dérailler le leur. Macron avait parlé la veille à la télé, en insistant sur les « piliers républicains », la police et l'armée. Droit dans ses bottes ? Plutôt des grognements de peur. Une peur qui passe aussi sur la nuque du roi Charles, dont la visite en France est annulée pour cause de manifestations. Les banquets sous les ors de Versailles devront attendre ! Après le passage en force du 49.3, il ne reste au gouvernement que le dernier recours de la brutalité policière, aveu de faiblesse politique d'un pouvoir de plus en plus isolé. Insultes, attouchements lors de fouilles, tabassages, gazages, mutilations, arrestations visant des militants et militantes d'extrême gauche, et même des journalistes... Ces techniques de violence d'État sont censées nous empêcher de nous mobiliser. Mais elles ne font qu'exciter toujours plus notre envie d'en découdre et notre révolte. Ils ne nous écoutent pas ? Eh bien, qu'ils dégagent tous !

Angoisse à tous les sommets

Monarques et présidents ne sont pas les seuls à être mal à l'aise face au débordement de colère des travailleurs, des travailleuses et des classes populaires. Tous les amateurs d'ordre commencent à paniquer face à notre force collective et à la possibilité qu'elle s'exprime hors des cadres préétablis. Dans un débat télévisé le 23 mars, François Ruffin et Sandrine Rousseau de la Nupes ont davantage appelé à la paix sociale qu'à la révolte, alors que Jordan Bardella du RN choisissait la carte du silence prudent pour pouvoir jouer sur tous les tableaux. Chez les dirigeants de l'intersyndicale, le discours varie souvent ! Certes, sous l'impulsion du mouvement, ils appellent à de nouvelles journées de mobilisation. Mais d'un autre côté, pour eux, si Macron est coupable de quelque chose, c'est d'inciter à la révolte. Philippe Martinez

dénonce ses « provocations ». Laurent Berger appelle à « calmer le jeu avant un drame » et à « mettre sur pause » la réforme. La réforme ou la mobilisation ? Alors que c'est le retrait total que nous voulons !

La force des travailleurs, c'est la grève !

Leurs solutions : miser sur le Conseil constitutionnel, ou bien en appeler à un référendum qui transformerait toutes nos revendications en une question fermée, dans la solitude de l'isoloir, au cours d'un processus qui durerait plus d'un an. Mais où est notre force ? Pas dans les salons des juristes, pas dans les urnes à la saint Glinglin ! Ce sont notre mobilisation et nos grèves, maintenant, qui font trembler le pouvoir. Le gouvernement en fait l'aveu à coups de flics et de réquisitions. Pour déjouer ces périls, il nous faut nous organiser, discuter entre nous du mouvement, de nos revendications, de nos perspectives et de nos méthodes, nous retrouver en assemblées générales et en comités de grève, par entreprise, en interprofessionnelles, dans des coordinations qui les regroupent... Dans tous les cadres, formels et informels, qui peuvent nous permettre de discuter de politique, de notre lutte et de comment la prendre en main.

La prochaine journée de mobilisation appelée par l'intersyndicale, doit être un levier pour isoler toujours plus le gouvernement, amplifier les grèves reconductibles, et pour imposer notre rythme et nos décisions à ce mouvement qui a déjà mis une énorme gifle à leur monde. Allons jusqu'à les mettre K.O. !

Colère à l'HDJ de GR1 et GR2

La colère a éclaté parmi les collègues de l'HDJ des deux sites de GR. Après avoir géré pendant des mois la régulation des patients, elles réclament leur dû: reconnaissance professionnelle et compensation monétaire à la hauteur des efforts qu'elles ont fourni pour faire tourner le service! Et pourtant, lors de la première réunion, c'est fin de non recevoir du côté de la direction... Cette colère est aussi l'occasion d'aborder tous les problèmes qui pèsent sur le quotidien des salariés de l'hôpital: manque de lits tampons, ratio patients/soignants trop faible, mauvaise organisation du travail et tant d'autres qui donnent le sentiment d'effectuer un travail à la chaîne. Les patients et les salariés sont tous perdants dans cette organisation. Pour faire entendre leur revendication bien légitime et qui font échos à ce que tout le monde pense déjà à GR, la journée d'aujourd'hui (29/03) devait être une journée de mobilisation à l'HDJ, un préavis de grève a été déposé par plusieurs syndicats. Tout notre soutien à nos collègues de l'HDJ!

Les petites maternités dans le viseur

L'Académie de médecine pointe du doigt le manque de personnel dans les petites maternités et propose de fermer 111 d'entre elles qui réalisent moins de 1 000 accouchements par an. Ceci « pour éviter de mettre en danger les femmes et les enfants ». En l'an 2000 on dénombrait plus de 20 000 lits dans 742 maternités ; en décembre 2019, il n'en restait que 15 057 et un an plus tard, 14 803 répartis dans 478 maternités, chiffre tombé à 471 en 2022. Et voilà que cette vague de fermetures risque encore de s'accélérer ! Obliger une femme à faire une heure de voiture ou plus pour accoucher, c'est jouer avec sa santé et celle de son bébé. La solution, comme dans toutes les structures de soin, c'est au contraire d'embaucher massivement en offrant les conditions de travail et de salaire qui le permettent.

Un droit à faire appliquer concrètement

Macron a annoncé sa volonté d'inscrire dans la Constitution la "liberté" de recourir à l'IVG. Reste plus qu'à donner aux 11 millions de Femmes concernées la possibilité concrète d'avoir le droit d'avorter. Entre les déserts médicaux, les hôpitaux éloignés, les médecins qui refusent de pratiquer l'acte, les centres privés qui se désengagent... et les nombreux rendez vous à honorer, le droit à l'avortement reste un parcours de la combattante... et une impossibilité pour de nombreuses Femmes à l'exercer.

De nouveaux services vont-ils fermer ?

C'est le 3 avril que devait en vigueur la « loi Rist », dont une des mesures vise à plafonner les salaires

des médecins intérimaires, qui seraient 10 000 dans les hôpitaux publics. Selon des estimations basses, 69 hôpitaux au moins pourraient être concernés, ce qui toucherait 107 services hospitaliers. Le but est de faire des économies sur ces praticiens qui refusent de travailler en CDI. Sur ce point, l'Association des médecins urgentistes a lancé un cri d'alarme estimant que « des centaines de lignes de garde vont être fermées dans quelques jours » et affirmant que cette loi « va conduire à des fermetures au mépris des malades ». Finalement, pour compenser le plafonnement des rémunérations, le ministre de la Santé a annoncé lundi 27 Mars que le plafond de rémunération des médecins intérimaires à l'hôpital serait revalorisé de 20% face aux craintes de certains établissements de devoir fermer des services en raison de leur manque d'attractivité. Preuve que ce gouvernement ne comprend que le rapport de force.. mais ne cherche pas non plus à régler le problème de manière pérenne!

Solidarité avec les éboueurs

Pendant plus de quinze jours les éboueurs des entreprises privées comme publiques se sont mis en grève de Paris à Nantes, du Havre à Montpellier en passant par Nice. Scoop pour la bourgeoisie : quand les travailleurs sont en grève ça se voit, car ils sont utiles au fonctionnement de la société – on n'en dirait pas tant de tous les actionnaires et parasites divers qu'on trouve dans les couloirs ministériels et les bureaux de direction des grandes entreprises. Le gouvernement a tenté par tous les moyens de casser cette grève par la réquisition des grévistes et même la menace de six mois de prison et 10 000 euros d'amende. Mais ce week-end déjà, les réquisitionnés résistaient en ralentissant leur tournée malgré la menace policière présente jusqu'à leur départ !

Macron obligé de se cacher !

Macron avait prévu de venir au match de foot France-Pays-Bas au Stade de France vendredi 24 mars. Il a dû y renoncer. Comme quoi, il n'y a pas que la venue du roi d'Angleterre qui doit être annulée et, en ce moment, tous les ministres se terrent ! Macron avait bien senti le vent de la révolte : quand le chronomètre a affiché 49'3", des cris « Macron, démission » et des sifflets ont fusé dans les tribunes !

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler partout et contacte-nous si tu as des idées !

mail:	npa94.cachan@gmail.com
insta:	npa.cachan
facebook:	npacachan
twitter:	F_Hopital